

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

## ARRETE

### portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1<sup>er</sup> août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 8 septembre 1969, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « CHAPEL Aimée », relatif à l'exploitation d'un élevage avicole en PLEMET au lieu-dit « Marguet » ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 18 juillet 1982 et 26 octobre 1990, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « CHAPEL Joseph », l'autorisant à exploiter à PLEMET au lieu-dit « Marguet » un élevage avicole de 24000 animaux équivalents ;
- VU la demande présentée le 11 juillet 1997, modifiée, par l'installation classée « CHAPEL Joseph », sise « Marguet » en PLEMET, en vue de la régularisation administrative d'un élevage avicole (42000 poulets de chair ou 14000 dindes de chair) soit 42000 animaux équivalents, en PLEMET à cette adresse (Section E2 n°802 et YB n°124), avec mise aux normes de la gestion des déjections ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 mai 2004 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 30 juillet 2004 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA CHEZE;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 8226 UN, dont 2200 UN seront mises à la disposition d'un prêteur et 6026 UN réparties sur 38,07 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 158 UN/ha ;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire a accepté de déplacer l'implantation d'un hangar à fientes à proximité d'un ruisseau, suite aux observations faites au cours de l'enquête publique;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire a renoncé à la construction d'un nouveau poulailler et d'un hangar de stockage de fientes,
- CONSIDERANT** que la C.D.O.A. a émis un avis favorable le 9 juin 2004;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- A R R E T E -**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> -**

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « CHAPEL Joseph », à installer et exploiter à « Marguet » (section E2 n°802 et YB n°124) en PLEMET, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité maximale de 42000 animaux équivalents en présence simultanée, réparti comme suit (*pour une production annuelle d'azote de 7350 kg*):

Elevage	
<i>Ou</i> 14000 dindes de chair	soit 42000 animaux équivalents
<i>Ou</i> 42000 poulets de chair standard léger	soit 42000 animaux équivalents

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, sous réserve du respect de la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 visé ci-dessus, et des prescriptions définies dans les articles ci-après.

#### **ARTICLE 2 -**

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 *PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :*

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

#### *2-3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :*

2.3.1 - la surface des poulaillers ne devra pas dépasser 1500 m<sup>2</sup>

2.3.2 - toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3 - le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène.

#### **ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### **ARTICLE 4 -**

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

#### **ARTICLE 5 -**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLEMET pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLEMET pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « CHAPEL Joseph ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « CHAPEL Joseph » dans deux journaux d'annonces légales du département.

**ARTICLE 7 -**

Les décisions préfectorales susvisées du 8 septembre 1969, 18 juillet 1982 et 26 octobre 1990 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

**ARTICLE 8 -**

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

**ARTICLE 9 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de PLEMET,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 20 SEP. 2004

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT